

miliales et le reste. Mais imaginons ce qu'une remise de \$50 par tête vaudrait à certaines de nos familles qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts. Cependant, le fisc perçoit de chaque contribuable un excédent de \$80 sur des prévisions budgétaires au moyen d'impôts directs et indirects. Si jamais il fut un exploitateur, c'est bien le gouvernement actuel, lui qui exige tant des Canadiens au moment où ces derniers peuvent difficilement nourrir leurs enfants et acquitter leurs dépenses courantes.

Mais le Gouvernement ne veut pas réduire les taxes. Tout ministère qui réduit ses dépenses croit perdre de l'importance; si, par ailleurs, il ne dépense pas tous ses crédits, ces derniers seront moins élevés l'année suivante. C'est bien humain. Dès que le Gouvernement croit avoir besoin de quelque chose, il l'achète et nous envoie la facture. On ne fait pas de distinction, quand il s'agit des ministères, entre ce qu'on veut avoir et ce dont on a vraiment besoin. On achète tout simplement, car il est assez facile de justifier l'achat, et c'est nous qui payons. Quelle famille ou quelle industrie canadienne pourrait adopter une tel régime? Le Gouvernement ne cherche pas à économiser et le peuple doit se contenter du peu qui lui reste. Pour emprunter une parole du ministre des Finances (M. Abbott), le Gouvernement laisse tout simplement les affaires aller d'elles-mêmes, puis il nous dit: "Voyez tout ce que nous avons fait pour vous." Mes commettants, qui se recrutent dans toutes les classes de la société, sont dégoûtés de cette façon d'agir et préféreraient dépenser leur argent selon leur manière de juger leurs besoins. La véritable solution de notre problème de la hausse des prix, c'est un accroissement de la production. Le Gouvernement a encouragé la construction de nouvelles fabriques et l'achat de nouvel outillage. C'est très bien, car de ce fait l'embauchage augmentera et les frais diminueront. Cependant, il y a lieu d'être prudents, car il ne faut pas abuser des bonnes choses ni aller trop vite, puisque nous pourrions en arriver au point où nos industries ne pourraient plus fonctionner continuellement. L'an dernier, à Toronto, les entreprises industrielles et commerciales ont absorbé 85 p. 100 de la construction tandis que les logements n'en ont représenté que 15 p. 100. La semaine de cinq jours n'a pas aidé à accroître la production; au contraire, elle a fait hausser les prix.

Le programme de financement facile du Gouvernement, un reliquat du régime des emprunts à bon marché pour financer une forte partie de nos dépenses de guerre, a stimulé indûment l'expansion et le relèvement des prix. Par contre, ce programme a été une cause

[M. Jackman.]

de privations pour les gens à la retraite qui vivent de leurs économies, dont la plus grande partie est placée dans les obligations de l'Etat qui autrefois rapportaient 4 et 5 p. 100 mais qui ne rapportent plus que 2 et  $\frac{3}{4}$  p. 100 maintenant, car ils doivent se contenter de ce revenu pour faire face à des frais de subsistance et à des impôts plus élevés.

On nous a dit que la cause des prix élevés au Canada c'est l'exportation à crédit d'une bonne partie de nos produits au Royaume-Uni et à l'Europe. C'est autant de la fiction que la réalité, car la majeure partie de nos exportations comprend du blé, du bacon, des métaux et du bois d'œuvre que nous avons en trop. Si l'on ne maintenait pas ouverts ces débouchés naturels de nos produits indigènes, l'excédent causerait de l'encombrement sur le marché canadien et les prix tomberaient. Ce serait désastreux pour nos producteurs et l'économie tout entière en serait bouleversée. Le seul autre parti à prendre serait d'expédier l'excédent de produits aux Etats-Unis et à d'autres marchés mondiaux qui l'achèteraient pendant un certain temps aux cours mondiaux.

Cette attitude aurait pour résultat de faire monter les prix domestiques au niveau mondial et d'élever encore davantage l'indice du coût de la vie, alors que l'exportation à crédit à des prix fixés d'avance a pour résultat de maintenir à bas niveau les prix au Canada. La hausse de l'indice du coût de la vie, de 143.6 en novembre à 148.3 en janvier, soit près de cinq points en deux mois, est probablement la plus prononcée dans l'histoire et il faut l'attribuer directement à la politique du Gouvernement, qui consiste à exclure les importations à bon compte des Etats-Unis.

L'indice des denrées alimentaires a monté de près de neuf points au cours de la période qui va de novembre à janvier. Les interdictions et les contingentements, qui résultent uniquement des bévues du Gouvernement en matière de dollars des Etats-Unis, ont non seulement désorganisé une bonne partie de notre activité commerciale et créé du chômage, mais ils ont directement contribué à la hausse du coût de la vie, dans une proportion beaucoup plus considérable que ne l'aurait fait l'établissement de notre dollar à 90c. par rapport à celui des Etats-Unis.

Ce qu'il y a de vraiment regrettable dans le programme actuel du Gouvernement, c'est qu'il n'apporte pas une solution permanente au problème et que notre situation au chapitre du change n'est redressée que pour la durée des interdictions. Le cas est semblable à celui du malade qui doit prendre de l'insuline pour prolonger sa vie, mais qui n'est jamais